



Le Premier Ministre

DECRET N° 07/10 DU 18 SEP. 2007 PORTANT
CREATION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT D'UN
CADRE PERMANENT DU DIALOGUE SOCIAL, en sigle « C.P.D.S. »

Le Premier Ministre,

Vu la Constitution, spécialement en son article 92 ;

Vu l'Ordonnance n° 06/001 du 30 décembre 2006 portant nomination du Premier Ministre.

Vu l'Ordonnance n° 07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

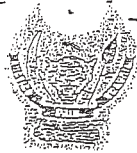
Vu l'Ordonnance n° 07/018 du 16 mai 2007 fixant les attributions des Ministères ;

Considérant que l'instauration de la paix sociale dans un environnement politique démocratique retrouvé éloigne les sources des dysfonctionnements susceptibles de constituer des freins à la bonne gestion des ressources nationales ;

Considérant que le dialogue social constitue un impératif de démocratie et de bonne gouvernance et concourt à la promotion des droits économiques et sociaux et à la participation des acteurs socioéconomiques à la gestion du développement ;

Considérant la nécessité de promouvoir la paix par le dialogue social au sein des structures permanentes, stables et fonctionnelles ;

Réaffirmant l'attachement du Gouvernement et des partenaires sociaux aux valeurs consacrées dans la Constitution, à l'éthique et à la déontologie du travail ainsi qu'aux principes et droits fondamentaux au travail ;



Le Premier Ministre

Soucieux de promouvoir la croissance, l'emploi, la protection sociale et la solidarité entre tous les segments du monde du travail y compris l'informel par le biais d'un instrument efficace de prévention et de règlement des différends de toute nature ne se substituant ni ne dérogeant aux dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles en vigueur ;

Considérant les résultats des concertations de la Commission Interministérielle ad hoc ;

Après consultation des partenaires sociaux ;

Vu la nécessité et l'urgence d'instituer un haut cadre pour renforcer les mécanismes de dialogue social en République Démocratique du Congo ;

Sur proposition conjointe du Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et de celui de la Fonction Publique ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Section 1 : De la création et des objectifs

Article 1 : Il est créé en République Démocratique du Congo une structure dénommée « Cadre Permanent du Dialogue Social », C.P.D.S. en sigle dont les objectifs consistent à :

- consolider la paix sociale par un dialogue responsable et efficace ;
- créer un climat favorable à la réhabilitation de la culture du travail ;
- assurer l'implication et l'adhésion des masses laborieuses aux objectifs de la croissance et du développement ;
- émettre des avis sur les grandes orientations économiques à forte incidence sociale ;
- favoriser un climat professionnel incitatif à la reconstruction nationale.



Le Premier Ministre

Article 2 : Le Cadre Permanent du Dialogue Social ne se substitue pas aux autres structures de concertation existantes, notamment le Conseil National du Travail.

Section 2 : De l'organisation

Article 3 : Le Cadre Permanent du Dialogue Social est un organe tripartite Gouvernement, Employeurs et Travailleurs - composé de 56 membres dans les proportions de 2-1-1 conformément au principe universel en la matière.

Les Représentants des Employeurs et des Travailleurs sont désignés par les organisations professionnelles les plus représentatives.

Article 4 : Le Cadre Permanent du Dialogue Social est placé sous l'autorité du Premier Ministre.

RE II : DES ORGANES ET DES MISSIONS

Article 5 : Les organes du Cadre Permanent du Dialogue Social sont :

a) Au niveau national :

- L'Assemblée Générale Nationale;
- Le Bureau National;
- Le Secrétariat Permanent National.

b) Au niveau provincial

- L'Assemblée Générale Provinciale ;
- Le Bureau Provincial ;
- Le Secrétariat Permanent Provincial.

Titre 1 : Des Organes au niveau national

Section 1 : De l'Assemblée Générale Nationale

Article 6 : L'Assemblée Générale Nationale est l'organe suprême du Cadre Permanent du Dialogue Social.



Le Premier Ministre

Article 7 : L'Assemblée Générale Nationale est composée comme suit :

1) Partie Gouvernementale

- Le Premier Ministre ou son Représentant ayant au moins rang de Ministre;
- Le Ministre d'Etat près le Président de la République;
- Le Ministre près le Premier Ministre ;
- Le Ministre ayant l'Enseignement Supérieur et Universitaire dans ses attributions;
- Le Ministre ayant la Justice dans ses attributions ;
- Le Ministre ayant les Finances dans ses attributions ;
- Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions;
- Le Ministre ayant le Portefeuille dans ses attributions ;
- Le Ministre ayant l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel dans ses attributions ;
- Le Ministre ayant le Travail et de la Prévoyance Sociale dans ses attributions ;
- Le Ministre ayant la Santé Publique dans ses attributions ;
- Le Ministre ayant la Fonction Publique dans ses attributions ;
- Le Ministre ayant les Affaires Sociales et la Solidarité Nationale dans ses attributions ;
- Le Ministre ayant la Condition Féminine et Famille dans ses attributions.

Chaque Ministre est accompagné d'un expert de son Ministère.

2) Partie Employeurs

Quatorze représentants des organisations professionnelles d'employeurs les plus représentatives sur le plan national.

3) Partie Travailleurs

Quatorze représentants



Le Premier Ministre

- a) animer le dialogue social ;
- b) promouvoir une culture de prévention des conflits de travail ;
- c) participer à la résolution des conflits majeurs du monde du travail ;
- d) connaître des questions d'ordre économique et social d'intérêt national touchant le monde du travail ;
- e) proposer, négocier, gérer et évaluer les mécanismes de trêve sociale ;
- f) participer à la réflexion sur la législation sociale ;
- g) examiner les problèmes majeurs et globaux d'ordre économique, financier et social pouvant perturber le climat social ;
- h) arrêter des orientations concertées susceptibles de faire respecter les droits sociaux ;
- i) se prononcer sur les conflits de représentativité des organisations d'employeurs et de travailleurs ;
- j) sécuriser les partenaires sociaux ;
- k) conclure des accords collectifs au niveau national ;
- l) décriper les relations professionnelles ;
- m) élaborer le budget et le règlement intérieur.

Section 2 : Du Bureau National

Article 9 : Le Bureau National est l'organe d'exécution des décisions de l'Assemblée Générale Nationale du Cadre Permanent du Dialogue Social.

Article 10 : Le Bureau National du Cadre Permanent du Dialogue Social est composé de :

- Président : Le Premier Ministre ou son Représentant ;
- 1^{er} Vice-Président : Le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale ;
- 2^{ème} Vice-Président : Le Ministre de la Fonction Publique ;
- Rapporteur : Le Délégué des Employeurs ;
- Rapporteur Adjoint : Le Délégué des Travailleurs.

Article 11 : Le Bureau National du Cadre Permanent du Dialogue Social a notamment pour missions de :



Le Premier Ministre

- maintenir les contacts avec les composantes de la tripartite ;
- représenter le Cadre Permanent du Dialogue Social auprès des tiers.

Section 3 : Du Secrétariat Permanent National

Article 12 : Le Secrétariat Permanent National est l'organe technique du Cadre Permanent du Dialogue Social. Il a pour compétence d'administrer les biens et le patrimoine du Cadre Permanent du Dialogue Social.

Article 13 : Le Secrétariat Permanent National est constitué comme suit :

- 1 Secrétaire Permanent : Délégué du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale ;
- 1 Secrétaire Permanent adjoint : Délégué du Ministère de la Fonction Publique
- 1 Secrétaire: Délégué des Employeurs
- 1 Secrétaire: Délégué des Travailleurs.

Le Secrétariat Permanent National dispose d'un personnel d'appoint dont le nombre est déterminé par le règlement intérieur.

Article 14 : Le Secrétariat Permanent National du Cadre Permanent du Dialogue Social a notamment pour missions de :

- recevoir les recours des parties en conflit ;
- collecter les propositions à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Nationale ;
- préparer les convocations des réunions et les documents de travail ;
- élaborer les conclusions, les recommandations, les comptes-rendus et les procès-verbaux des délibérations ;
- veiller à l'exécution du programme de travail ;
- assurer le suivi des recommandations du Cadre Permanent du Dialogue Social.



Le Premier Ministre

Chapitre 2 : Des organes au niveau provincial

Section 1 : De l'Assemblée Générale Provinciale

Article 15: L'Assemblée Générale Provinciale est l'organe suprême du Cadre Permanent du Dialogue Social compétent pour délibérer sur toutes les matières relevant de ses missions.

L'Assemblée Générale Provinciale peut créer des commissions ad hoc.

Le nombre de membres de l'Assemblée Générale Provinciale doit respecter les proportions de 2 – 1 – 1 défini à l'article 2 du présent décret

Article 16 : L'Assemblée Générale Provinciale est composée comme suit :

1. Partie Gouvernementale

Outre les délégués du Gouvernement Central :

- Le Délégué de la Primature;
- Le Délégué du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale du Gouvernement central ;
- Le Délégué de la Fonction Publique du Gouvernement central;
- Le Délégué du Ministère du Gouvernement central concerné par la question sous examen ainsi que le Gouverneur de Province ou son Représentant; l'Assemblée Générale Provinciale est constituée des Ministres provinciaux ayant dans leurs attributions :
 - La Justice ;
 - Les Finances ;
 - Le Budget ;
 - Le Portefeuille ;
 - L'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
 - Le Travail et la Prévoyance Sociale ;
 - La Santé Publique ;
 - La Fonction Publique ;
 - Les Affaires Sociales et Solidarité
 - La Condition Féminine et Famille.



Le Premier Ministre

Les Ministres provinciaux sont accompagnés chacun d'un expert de leurs ministères respectifs.

2. Partie Employeurs

Outre le Délégué des Employeurs provenant du niveau central, la partie Employeurs est composée des membres des Organisations professionnelles d'Employeurs les plus représentatives au niveau provincial.

3. Partie Travailleurs

Outre le délégué des Travailleurs provenant du niveau central, la partie travailleurs est composée des membres des organisations professionnelles des travailleurs les plus représentatives au niveau provincial.

Article 17 : Les missions de l'Assemblée Générale Provinciale sont, mutatis mutandis, celles décrites au niveau de l'Assemblée Générale Nationale.

Section 2 : Du Bureau Provincial

Article 18 : Le Bureau Provincial est l'organe d'exécution des décisions de l'Assemblée Générale Provinciale du Cadre Permanent du Dialogue Social.

Article 19 : Le Bureau Provincial du Cadre Permanent du Dialogue Social répond, mutatis mutandis, à la même composition que le Bureau National. Il est cependant présidé par le Gouverneur de Province ou son Représentant.

Article 20 : Les missions de l'Assemblée Générale Provinciale sont, mutatis mutandis, celles confiées à l'Assemblée Générale Nationale.

Section 3 : Du Secrétariat Permanent Provincial

Article 21 : Le Secrétariat Permanent Provincial est l'organe technique du Cadre Permanent du Dialogue Social. Il a pour compétence d'administrer les biens et le patrimoine du Cadre Permanent du Dialogue Social.



Le Premier Ministre

Article 22 : Le Secrétariat Permanent Provincial a, mutatis mutandis, la même structure que celle du Secrétariat Permanent National.

Article 23 : Les missions du Secrétariat Permanent Provincial sont, mutatis mutandis, celles confiées au Secrétariat Permanent National.

TITRE III : DU FONCTIONNEMENT

Article 24 : Les dispositions sur le fonctionnement s'appliquent mutatis mutandis aux organes du niveau national et à ceux du niveau provincial.

Section 1 : Des moyens d'action

Article 25 : Le Cadre Permanent du Dialogue Social a comme moyens d'action notamment : la sensibilisation, la formation, la médiation, les études et les recherches, le suivi et l'évaluation des accords, l'émission d'avis sur les grandes orientations de développement.

Les composantes de la tripartite concernées par un dossier sont tenues de fournir aux membres du Cadre Permanent du Dialogue Social les renseignements ou les documents dont ils ont besoin.

Le Cadre Permanent du Dialogue Social peut faire appel à des experts nationaux et internationaux pour avis et consultations.

Ces experts et les agents ainsi recrutés ne sont pas membres du Cadre Permanent du Dialogue Social.

Section 2 : Des réunions

Article 26 : L'Assemblée Générale du Cadre Permanent du Dialogue Social se réunit deux fois par an en session ordinaire, sur convocation de son Président.

Toutefois, elle peut se réunir en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent.

La durée d'une session ne peut excéder quinze jours.

Article 27 : Le quorum de l'Assemblée Générale du Cadre Permanent du Dialogue Social est fixé à la majorité simple des membres.

Les décisions sont prises par consensus.

Article 28 : Les délibérations des travaux réalisés en commissions de l'Assemblée Générale du cadre Permanent du dialogue Social sont confidentielles.

Article 29 : Le fonctionnement du bureau et du Secrétariat Permanent du cadre Permanent du dialogue Social est déterminé par le règlement intérieur tant au niveau national que provincial.

TITRE IV : DES RESSOURCES

Article 30 : Les ressources du cadre permanent du dialogue social proviennent du budget de l'Etat.

Toutefois, il peut recevoir, par le biais du Gouvernement, des dons provenant des organismes poursuivant les mêmes objectifs.

TITRE V : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 31 : Le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale ainsi que celui de la Fonction Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 18 septembre 2007

Le Premier Ministre
Antoine GIZENGA

Le Ministre près le Premier Ministre

Le Ministre du Travail et
de la Prévoyance Sociale

Godefroid MAYOBO

Marie-Ange LUKIANA

Le Ministre de la Fonction Publique
- Zéphyrin MUTU DIAMBU